

Question 1 : Etes-vous favorable au maintien des tarifs des PITS en zones GRTgaz et à la baisse de ceux du PITS en zone TIGF ? Quel facteur entre les tarifs du PITS en zone TIGF et ceux du PITS en zone GRTgaz Sud vous paraît le plus adéquat ?

EON est favorable à une harmonisation des tarifs des PITS GRTgaz et TIGF afin de stimuler la concurrence entre les deux zones. EON rejoint l'analyse de Pöyry et considère qu'un facteur 2 est celui le plus à même de favoriser une homogénéisation des termes tarifaires au PITS.

Question 2 : Considérez-vous nécessaire d'harmoniser la structure tarifaire aux PITS entre les réseaux de GRTgaz (tarif d'entrée supérieur au tarif de sortie) et de TIGF (tarif de sortie supérieur au tarif d'entrée) ? Si oui, dans quel sens ?

EON est favorable à une harmonisation de la structure tarifaire dans le sens tarif de sortie supérieur au tarif d'entrée.

Un terme d'entrée inférieur à celui de sortie permet d'inciter les expéditeurs à remplir les stockages.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le tarif en euros courants à la liaison Nord-Sud au 1er avril 2014 ?

EON est favorable au maintien des tarifs en euros courants sous réserve que cette disposition n'entraîne pas par ailleurs d'autres hausses par exemple du taux de rémunération du capital ou d'autres termes.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien des tarifs d'entrée et du coût du transit sur le réseau français ? Préférez-vous un maintien en euros courants ou en euros constants ?

EON préconise une certaine stabilité des termes tarifaires afin de donner une certaine visibilité aux expéditeurs. Toutefois, la question d'un maintien des tarifs en euros courants ou constants devrait s'apprécier au regard d'un ensemble d'autres termes. EON est donc favorable à un maintien en euros courants sous réserve que cette disposition dans la structure du tarif n'impacte pas d'autres termes.

Question 5 : Etes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un tiers du produit annuel lorsque l'interconnexion n'est pas congestionnée ? Etes-vous favorable à la tarification du produit trimestriel à un quart du produit annuel lorsque l'interconnexion est congestionnée ?

EON est favorable aux tarifications proposées par la CRE.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de redistribuer sans délai les excédents de recettes d'enchères aux expéditeurs livrant des clients finals au prorata des volumes livrés ? Etes-vous favorable à l'application de ce principe pour la redistribution des excédents aux interconnexions dans le Nord de la France et à l'interface avec l'Espagne ?

EON ne rejoint pas l'analyse menée par la CRE pour déterminer la meilleure option permettant de reverser les excédents de recette issus des enchères.



Attribuer les excédents de recettes aux expéditeurs livrant des clients finals dans la zone Sud n'apparaît pas comme la meilleure option principalement pour deux raisons:

- Tout d'abord, les acteurs prenant part aux enchères mais ne livrant pas de clients finals ne se verraient pas rétribuer l'excédent alors même qu'ils contribuent à le générer.
- L'attribution de l'excédent aux expéditeurs suppose une redistribution vers les clients finals qui peut s'avérer extrêmement complexe à calculer et à justifier.

Pour éviter les écueils suivants, EON est favorable à ce que la redistribution soit opérée directement par le gestionnaire de réseau à minima pour les clients raccordés au réseau de transport. EON estime que l'allocation des capacités est un processus géré par le gestionnaire de réseau et ce jusqu'à la fin.

Dans le cas contraire, une redistribution aux expéditeurs ne les oblige en rien à redistribuer cet excédent à leur client et d'autre part cela peut créer un effet d'éviction entre les différents expéditeurs qui instrumentaliserait cette redistribution au profit de certains clients.

Enfin, EON souhaiterait qu'une concertation soit menée au niveau européen pour harmoniser le processus de redistribution des excédents des enchères.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de réduire à 0 le prix du service de flexibilité intra-journalière dès le 1er avril 2014 ?

L'article 7 de la loi du 3 janvier 2003 prévoit que les tarifs de transport sont établis « en tenant compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service ». La tarification de la prestation de flexibilité intra-journalière doit refléter strictement le service sollicité et les coûts engendrés par les utilisateurs de ce service. Ainsi, dès lors que GRTgaz n'aura plus de charge liées à ce service il paraît normal que ce dernier soit abaissé à 0.

EON note toutefois que « *GRTgaz n'a pas eu recours aux opérateurs adjacents pour ses besoins de flexibilité intra-journalière depuis le mois d'avril 2013. Il n'a donc supporté aucune charge externe* ». Le revenu généré par le service de flexibilité intra-journalière depuis avril 2013 devrait donc être rétrocédé aux sites fortement modulés uniquement, et non pas à l'ensemble des utilisateurs du réseau de GRTgaz via le CRCP.

Question 8 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer le même tarif au PITTM Dunkerque qu'aux PITTM de Montoir et de Fos ? Etes-vous favorable au montant de 45 €/MWh/j/an proposé pour les capacités de sortie au PIR Veurne ?

Pas de remarques

Question 9 : Etes-vous favorable à la prise en compte du JTS à 50% au CRCP ?

EON est favorable à cette proposition

Question 10 : Quelle est votre appréciation de la qualité de service de GRTgaz et TIGF depuis l'entrée en vigueur du tarif ATRT5 ? Quelle est votre appréciation des indicateurs relatifs à l'équilibre ?

Avez-vous des propositions complémentaires sur la qualité de service des GRT ?



La baisse des talons d'équilibrage journalier est conforme à la version provisoire du code réseau de l'ENTSOG. E.ON estime néanmoins que certaines problématiques liées à l'équilibrage et notamment à la transmission des données du gestionnaire de réseau perdurent :

- Toute réduction des tolérances d'équilibre des expéditeurs **devrait avoir pour contrepartie une augmentation des informations fournies**. En effet, les données transmises par GRTgaz doivent être plus fréquentes et de meilleure qualité. Une erreur peut provoquer une nomination erronée et expose ainsi l'expéditeur à des pénalités financières. En outre, tous les indicateurs sur la qualité des données transmises par GRTgaz **devraient être incités financièrement**. La délibération de la CRE du 22 novembre 2011 entérine l'incitation financière sur les mesures intra-journalière transmises par GRTgaz. Chaque indicateur transmis par le gestionnaire de réseaux devrait être soumis à une incitation financière fonctionnant avec un système de bonus/malus.

D'autre part, les expéditeurs devraient **systématiquement être exemptés de pénalités** si leur équilibrage est erroné à cause de données fausses transmises par GRTgaz. E.ON est prêt à participer à un processus de concertation permettant de définir les règles qui pourraient encadrer un tel dispositif.

- Les différents niveaux de pénalités doivent **être cohérents et progressifs**. L'abaissement du niveau de tolérances cumulées impacte les quantités qui seront réglées au P1 et au P3, mais n'impacte pas les quantités qui vont au P2 (les quantités qui vont au P2 sont calculées à partir d'une tolérance journalière et non cumulée). E.ON estime qu'il faudrait mener une réflexion plus globale sur les niveaux de prix (notamment P1 et P3) pour éviter des croisements et des cumuls éventuels.